

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 7 maart 2024.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2024/002530]

7 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant sur la Gouvernance du projet informatique relatif à la plateforme pour la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif au cadre de gouvernance de la politique du numérique et de l'informatique en Communauté française ;

Considérant la nécessaire modernisation des outils et en particulier la dématérialisation des échanges entre notamment les pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et les services du Gouvernement en charge de la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement ;

Considérant la nécessité de développer un outil informatique performant destiné à la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement ;

Vu l'avis de l'inspection des finances, donné le 27 février 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 mars 2024 ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est institué auprès du Gouvernement un Comité de pilotage relatif à la mise en œuvre de la plateforme pour la gestion de la carrière administrative et pécuniaire des personnels de l'enseignement, ci-après dénommé " Copil CEPAGE ».

Art. 2. Le Copil CEPAGE a pour mission de superviser la mise en œuvre d'une plateforme informatique de gestion de la carrière administrative et pécuniaire des membres du personnel de l'enseignement dans une architecture nouvelle globale et intégrée de l'ensemble des paramètres intervenant dans la carrière et la paie des enseignants.

Dans cette perspective, le Copil CEPAGE est chargé de :

- 1° proposer au Gouvernement un projet de feuille de route du projet reprenant les résultats intermédiaires et finaux à atteindre et les différentes échéances, approuver les livrables dans le cadre de l'exécution du marché public portant sur une mission d'assistance portant sur la cartographie et la simplification des processus, le choix des modalités de développement et le design de haut niveau d'une solution informatique et la rédaction des documents de marché pour la digitalisation du système de gestion administrative et pécuniaire des membres du personnel de l'Enseignement de la Fédération Wallonie-Bruxelles (2024/2306) ainsi que la répartition des responsabilités entre les acteurs visés à l'article 3. Cette planification inclut une estimation de la dette technologique visant la modernisation et l'optimisation continue du nouvel écosystème et les moyens utiles à sa maintenance ;
- 2° proposer au Gouvernement les rapports semestriels sur l'état d'avancement du projet de la mise en œuvre de la feuille de route visée au 1°, ainsi que les éventuelles modifications de cette feuille de route ;
- 3° proposer annuellement au Gouvernement, lors de la préparation du budget initial de la Communauté française et de l'ETNIC et au plus tard pour le 1^{er} septembre, les crédits nécessaires pour la mise en œuvre de la feuille de route visée au 1°, ainsi que leur affectation et leur justification détaillée, dans le respect des balises budgétaires préalablement fixées par le Gouvernement ;
- 4° assurer le monitoring de l'exécution des crédits visés au 3° et de l'évolution des besoins en cours d'année, en vue d'en faire rapport au Gouvernement ;
- 5° analyser toute éventuelle modification des statuts des personnels de l'enseignement avant leur approbation par le Gouvernement. En cas d'impact majeur d'une modification sur la feuille de route visée au 1°, le Copil remet un avis au Gouvernement ;
- 6° proposer, d'initiative ou sur demande du Gouvernement, des simplifications du statut des personnels de l'enseignement ;
- 7° veiller à saisir toute opportunité de simplification administrative ;
- 8° fixer les objectifs et stratégies globaux du Manager de programme qui exerce ses missions sous son contrôle ;
- 9° évaluer les ressources humaines afférentes en fonction de l'évolution du projet.

Art. 3. Le Copil CEPAGE est composé comme suit :

- 1° un représentant du Ministre ayant l'Enseignement obligatoire dans ses attributions ;
- 2° un représentant du Ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions ;
- 3° un représentant du Ministre ayant l'Enseignement de promotion sociale dans ses attributions ;
- 4° un représentant du Ministre ayant la tutelle sur l'Entreprise des technologies numériques de l'information et de la communication (ci-après " ETNIC ») ;
- 5° un représentant du Ministre ayant le Budget dans ses attributions ;

- 6° un représentant du Ministre-Président et des Vice-Présidents ;
- 7° le Manager de programme, et le cas échéant, un chef de projet ;
- 8° deux sponsors : un désigné parmi les fonctionnaires généraux de l'Administration générale de l'Enseignement et un parmi les membres du Comité de direction de l'ETNIC ;
- 9° l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ;
- 10° l'administrateur général de l'ETNIC ;
- 11° le directeur général de la Direction générale du budget et des finances ;
- 12° un Inspecteur des finances.

Le Comité de pilotage peut le cas échéant inviter des experts. Il se dote d'un règlement d'ordre intérieur. Le Manager de programme désigne une personne chargée du secrétariat.

Art. 4. Le Copil CEPAGE est coprésidé par les représentants des Ministres de l'Éducation et ayant la tutelle sur l'ETNIC.

Il se réunit au minimum huit fois par année civile. Il établit un rapport à destination du Gouvernement tous les six mois.

Il organise un suivi annuel des évolutions de la plateforme à l'attention des organisations syndicales de la fonction publique et du Comité de secteur IX ainsi que des Fédérations de pouvoirs organisateurs et Wallonie-Bruxelles Enseignement.

Art. 5. Afin d'assurer l'adéquation entre la feuille de route visée à l'article 2, 1°, et les décisions nouvelles prises par le Gouvernement, le Manager de programme visé à l'article 3, 7°, est tenu informé des points à l'ordre du jour du Conseil des Ministres relatifs à l'enseignement.

Il est également associé, pour information, aux travaux de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Cellule opérationnelle du changement du Pacte pour un Enseignement d'Excellence.

En cas d'impact majeur sur la feuille de route susvisée, le Manager de programme sollicite auprès des coprésidents du Copil CEPAGE une réunion du Copil dans les plus brefs délais.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 7 mars 2024.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des Chances
et de la Tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2024/002530]

7 MAART 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende het beheer van het IT-project betreffende het platform voor het beheer van de administratieve en geldelijke loopbaan van het personeel van het onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het beheerskader van het digitale en informaticabeleid in de Franse Gemeenschap;

Overwegende de noodzakelijke modernisering van de instrumenten en in het bijzonder de dematerialisatie van de uitwisselingen tussen in het bijzonder de inrichtende machten van het onderwijs en de diensten van de Regering die belast zijn met het beheer van de administratieve en geldelijke loopbaan van het personeel van het onderwijs;

Overwegende de noodzakelijkheid om een efficiënt IT-instrument te ontwikkelen, bedoeld voor het beheer van de administratieve en geldelijke loopbaan van het personeel van het onderwijs;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 februari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 7 maart 2024;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt bij de Regering van de Franse Gemeenschap een Sturingscomité betreffende de uitvoering van het platform voor het beheer van de administratieve en geldelijke loopbaan van het personeel van het onderwijs opgericht, hierna "Copil CEPAGE" genoemd.

Art. 2. De opdracht van "Copil CEPAGE" is het toezicht houden op de implementatie van een IT-platform voor het beheer van de administratieve en geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het onderwijs in een nieuwe globale en geïntegreerde architectuur van alle parameters die betrokken zijn bij de loopbaan en het salaris van de leerkrachten.

In dit vooruitzicht is "Copil CEPAGE" belast de volgende opdrachten :

- 1° aan de Regering een ontwerp-routekaart voor het project voorstellen, met inbegrip van de te bereiken tussentijdse en definitieve resultaten en de verschillende deadlines, de resultaten goedkeuren in het kader van de uitvoering van de overheidsopdracht met betrekking tot een bijstandsoopdracht over de cartografie en

de vereenvoudiging van processen, de keuze van ontwikkelingsmethoden en het ontwerp op hoog niveau van een IT-oplossing en het opstellen van documenten voor overheidsopdracht voor de digitalisering van het administratieve en geldelijke beheersysteem voor personeelsleden van het Onderwijs van de Federatie Wallonië-Brussel (2024/2306) als evenals de verdeling van verantwoordelijkheden tussen de actoren bedoeld in artikel 3. Deze planning omvat een schatting van de technologische schuld gericht op de modernisering en voortdurende optimalisatie van het nieuwe ecosysteem en de middelen die nuttig zijn voor het onderhoud ervan;

- 2° aan de regering halfjaarlijkse verslagen voorstellen over de voortgang van het project voor de uitvoering van de routekaart bedoeld in 1°, evenals eventuele wijzigingen aan deze routekaart;
- 3° jaarlijks aan de regering, tijdens de voorbereiding van de initiële begroting van de Franse Gemeenschap en ETNIC en uiterlijk op 1 september, de kredieten voorstellen die nodig zijn voor de uitvoering van de routekaart bedoeld in 1°, evenals hun toewijzing en gedetailleerde verantwoording, in overeenstemming met de begrotingsrichtlijnen die eerder door de regering zijn vastgesteld;
- 4° het toezicht houden op de uitvoering van de kredieten bedoeld in 3° en op de evolutie van de behoeften gedurende het jaar, met het oog op de rapportering daarover aan de Regering;
- 5° elke mogelijke wijziging van de statuten van het personeel van het onderwijs analyseren alvorens deze door de regering worden goedgekeurd. Bij grote impact van een wijziging op de routekaart bedoeld in 1°, brengt Copil een advies uit aan de Regering;
- 6° op initiatief of op verzoek van de Regering, vereenvoudigingen van het statuut van het personeel van het onderwijs voorstellen;
- 7° ervoor zorgen dat elke kans op administratieve vereenvoudiging wordt aangegrepen;
- 8° de globale doelstellingen en strategieën bepalen van de Programmamanager die zijn opdrachten onder zijn controle uitvoert;
- 9° het daaraan gerelateerde personeel evalueren op basis van de evolutie van het project.

Art. 3. Copil CEPAGE is samengesteld als volgt :

- 1° een vertegenwoordiger van de Minister belast met het leerplichtonderwijs;
- 2° een vertegenwoordiger van de Minister van Hoger Onderwijs;
- 3° een vertegenwoordiger van de Minister van Onderwijs voor sociale promotie;
- 4° een vertegenwoordiger van de Minister die toezicht houdt op het Overheidsbedrijf voor Digitale Informatie- en Communicatietechnologieën (hierna " ETNIC » genoemd);
- 5° een vertegenwoordiger van de Minister van Begroting;
- 6° een vertegenwoordiger van de Minister-President en de Vicepresidenten;
- 7° de Programmamanager, en in voorkomend geval, een projectleider;
- 8° twee sponsors : één aangesteld onder de ambtenaren-generaal van de Algemene Administratie Onderwijs en één onder de leden van het Directiecomité van ETNIC;
- 9° de administrateur-generaal van de Algemene Administratie Onderwijs;
- 10° de administrateur-generaal van ETNIC;
- 11° de Directeur-generaal van de Algemene Directie Begroting en Financiën;
- 12° een Inspecteur van Financiën.

Het Sturingscomité kan in voorkomend geval deskundigen uitnodigen. Er is een huishoudelijk reglement. De Programmamanager wijst een persoon aan die verantwoordelijk is voor het secretariaat.

Art. 4. Copil CEPAGE wordt gezamenlijk voorgezeten door de vertegenwoordigers van de ministers van Onderwijs en degene die toezicht houdt op ETNIC.

Het komt minstens acht keer per kalenderjaar bijeen. Het stelt om de zes maanden een verslag op voor de regering.

Het organiseert jaarlijks een opvolging van de ontwikkelingen op het platform voor de vakbondsorganisaties van de openbare sector en het Comité van Sector IX, evenals van de Federaties van inrichtende machten en Wallonie-Bruxelles Enseignement.

Art. 5. Om samenhang te verzekeren tussen de routekaart bedoeld in artikel 2, 1°, en de nieuwe beslissingen genomen door de Regering, wordt de Programmamanager bedoeld in artikel 3, 7°, op de hoogte gehouden van de punten op de agenda van de Ministerraad op het gebied van het onderwijs.

Ter informatie wordt hij ook betrokken bij de werkzaamheden van de Algemene Administratie van het Onderwijs en de Operationele Veranderingseenheid van het Excellentiepact.

Bij grote impact op voormelde routekaart vraagt de Programmamanager zo snel mogelijk een bijeenkomst van Copil aan de covoorzitters van Copil CEPAGE.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 7 maart 2024.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR